

# Le ROUGE & LE VERT

Avril - Juin 2010 • N°117 • 2 €

LE JOURNAL DE L'ADES



L'augmentation des impôts locaux en 2009 n'était pas nécessaire

La Métro et la Ville de Grenoble avaient décidé d'augmenter très fortement les impôts locaux en expliquant lors des votes des budgets primitifs que cette augmentation était indispensable, qu'il n'était pas possible de faire autrement malgré les promesses électorales faites en 2008.

La lecture des comptes administratifs 2009 de ces deux collectivités, qui retracent la réalité des dépenses et recettes effectuées en 2009, est très instructive.

Pour réaliser les budgets primitifs votés par les majorités droite-gauche à la Métro et à la ville, il n'y avait pas besoin d'augmenter les taux des impôts pour l'année 2009. La Métro avait décidé d'augmenter la TEOM de 3,6 M€ et a créé la nouvelle taxe d'habitation et foncière (10 M€).

Or, le CA 2009 montre que l'épargne nette a augmenté justement de 13,6 M€ par rapport à la prévision budgétaire. Pour la Ville de Grenoble, la réalité est la même, les recettes supplémentaires notamment en investissement permettaient de réaliser le budget voté sans l'augmentation des taux qui a rapporté presque 10 M€ de plus.

Les écologistes avaient donc raison. Dans une situation de crise sociale, une augmentation des impôts locaux, qui sont très injustes, ne doit être qu'exceptionnelle. Ils avaient démontré qu'il était possible de faire suffisamment d'économies sur des dépenses inutiles ou secondaires pour éviter cette hausse d'impôts pour 2009 et 2010, tout en conservant voire amplifiant les actions de solidarité.

La preuve est faite que ces majorités ne gèrent pas dans l'intérêt du plus grand nombre et sont incapables d'inventer les politiques publiques efficaces et solidaires en ce temps de crise.



## ÉCONOMIE

### Pour autre politique économique

Fin mai, au conseil régional, pour le groupe Europe-Ecologie, les Verts, Pierre Mériaux est intervenu pour soutenir la délibération sur le développement économique, l'emploi et la formation, en voici un résumé.

**F**ace à l'épuisement d'un système basé sur l'exploitation sans limites de ressources finies et sur la captation croissante des richesses par une infime minorité, dont la règle d'or est « profits privatisés, pertes socialisées », il est urgent de réagir en changeant de cap.

La région Rhône Alpes, de par sa vocation industrielle et son ouverture à l'international, a été frappée de plein fouet avec des conséquences désastreuses en termes de défaillances d'entreprises et d'emplois détruits : le taux de chômage officiel (les demandeurs d'emploi de catégorie A) a augmenté de 14% en un an – et même de 24% pour les plus de 50 ans, décrétés inemployables en masse. Hélas ! Les 252 561 chômeurs officiels de Rhône-Alpes sont renvoyés vers un Pole Emploi en pleine crise du fait d'une fusion décidée à la hâte, avec d'énormes difficultés à faire valoir

leurs droits à indemnisation et à une formation professionnelle de qualité. Notre système de travail productiviste est en crise, avec des conditions de travail trop pénibles, notamment pour les salariés les moins qualifiés, souvent issus de l'immigration, avec des incitations au maintien dans l'emploi des « seniors » pas assez efficaces pour contrer les politiques d'emploi basées sur l'exclusion des moins adaptables, dont les seniors, les femmes, les précaires,... ce qui fait beaucoup de monde au final !

Dès lors la « solution » UMP-MEDEF du recul de l'âge légal de départ en retraite ne vise qu'à faire baisser le montant moyen des pensions et à appauvrir encore le salariat sans toucher aux formidables inégalités protégées par le bouclier fiscal ni remettre en cause un système de production basé sur la mise en concurrence généralisée des salariés entre eux, la guerre du « tous contre tous » au nom du « travailler plus pour gagner la même chose ou moins », politique qui détruit le lien social et la solidarité entre générations...

suite page 3...

Nos différents articles et la conférence de presse de l'ADES du 31 mai à propos de la restauration scolaire auront eu le mérite de « faire sortir du bois » la majorité municipale et de vérifier une fois de plus son mépris de la démocratie. L'écologie et la solidarité ne semblent pas plus relever de ses préoccupations.

DÉMOCRATIE

Ainsi avons-nous appris que cette idée de « repas sans viande » qui ne semblait être qu'un projet tout juste ébauché était en réalité une décision applicable dès la rentrée scolaire prochaine. Il y a quelques mois, une rencontre avec les représentants de sept associations laïques, choisies par la municipalité, qui avait été présentée comme une concertation s'est progressivement transformée en « consultation informelle » et au final en... mascarade.

À la suite de cette unique rencontre, une lettre de ces mêmes associations, adressée au maire pour lui rappeler ses engagements quant au respect de la laïcité, qui lui demandait de conserver le *statu quo* n'aura eu aucun effet puisque la décision était déjà prise.

Quant aux principaux intéressés, les enfants et leurs parents, ils devront se contenter d'une information dans le cadre des conseils d'écoles du moins de juin : l'année scolaire arrivant à son terme, il n'y a plus de place pour le débat. On ne parle même pas du personnel à qui l'on n'a pas jugé utile de demander son avis.

Enfin, ceux qui imaginaient que cette décision serait soumise au conseil municipal, en seront pour leur frais. Comme dans de nombreux autres dossiers, cette majorité évite tout débat qui de surcroît ferait apparaître d'éventuelles divisions internes.

ÉCOLOGIE

La conférence de presse de l'ADES a suscité non pas la polémique comme on a pu l'entendre ici ou là, mais tout simplement le débat. Or donc, en nous opposant à la décision de cette

Laïcité dans les salles de classe...



La cuisine de la majorité « gauche-droite »

Défendons les cantines...



majorité de proposer ce qu'elle appelle l'option « repas sans viande » nous aurions aux yeux de certains, fait peu de cas de l'intérêt des repas végétariens, de la réduction de gaz à effet de serre, de la réduction de la consommation de viande... Bien entendu, tout cela est faux car à l'évidence le problème n'est pas là. Si après réflexion, concertation réelle, expertises de nutritionnistes et autres diététiciens, la fréquence de la composante viande dans les repas devait être réduite, qui pourrait s'y opposer ? Certainement pas l'ADES si tous les enfants sans exclusive en bénéficiaient. On voit bien qu'il s'agit là, en réalité, d'une décision de la majorité de répondre à une demande culturelle. On nous dit qu'une forte proportion d'enfants (ce qui reste à vérifier) refuserait de manger de la viande. À qui fera-t-on croire que les enfants ont pris cette décision d'eux-mêmes, tout naturellement ? Donc, comme le reconnaît l'adjoint à l'éducation, des pressions existent comme elles existaient avant, la différence c'est qu'aujourd'hui on a cédé. Si tout cela n'avait aucun lien, et que cette décision allait de soi, comment expliquer le luxe de précautions de la municipalité qui parle d'expérimentation, de formation des personnels par l'accompagnement d'une association pour éviter que les enfants « avec viande » se retrouvent séparés des enfants « sans viande » ? Les enfants, qui n'avaient rien demandé, se retrouvent instrumentalisés comme cobayes et otages.

SOLIDARITÉ

Pour justifier cette décision un argument qui laisse perplexe est celui de rendre les restaurants scolaires plus accessibles. Mais alors en quoi ne le seraient-ils pas puisque, à Grenoble, il n'existe aucun critère, comme dans d'autres communes (ex. : travail des parents...) qui empêcherait un enfant inscrit dans une école de la ville de bénéficier du restaurant scolaire. Un problème d'ordre social et financier ?

suite page 4...

Le Rouge et le Vert hebdomadaire électronique

Depuis 3 mois, l'ADES édite un hebdomadaire électronique qui traite de l'actualité politique, notamment tout ce qui ne tourne pas rond à Grenoble et à la Métro. Il est envoyé à plusieurs milliers d'internautes et connaît un franc succès. Si vous n'avez pas d'adresse mel, nous pouvons vous le faire parvenir par courrier. Il suffit de nous faire un courrier à : ADES 12 rue Voltaire 38000 Grenoble, en précisant bien votre adresse postale. Si vous avez des informations intéressantes à faire connaître n'hésitez pas à nous les transmettre.

Des exemples multiples de gaspillage d'argent public

- Le parking sous le stade des Alpes. Il a coûté 12 M€ ne sert à rien. En moyenne, seulement 27 véhicules s'y garent chaque jour alors qu'il a une capacité de 440 places !
- Les collectivités payent grassement ST Microelectronics pour l'opération nano 2012 à Crolles. ST devait créer 660 emplois (qui lui coûtaient moins cher que l'apport public), elle n'a rien créé en se réfugiant derrière la crise mais elle verse des centaines de millions d'euros à ses actionnaires. Seuls les écologistes se sont opposés à ces gaspillages d'argent public. La gauche et la droite ont voté des deux mains.
- Vidéosurveillance à Grenoble. La ville a décidé des implantations de caméras dans divers quartiers de la ville. Des exemples concrets avaient pourtant déjà démontré le peu d'efficacité de ces dispositifs pour lutter contre l'insécurité. Cela va coûter très cher et il n'y a eu aucun débat public sur cette question. Un collège bidon (collège d'éthique !) a été mis en place pour faire diversion.
- Le stade des Alpes : un coût pour le contribuable. Le stade coûte beaucoup plus cher au budget de la Métro lorsqu'il est utilisé. Par exemple le concert de Johnny Hallyday du 1<sup>er</sup> juillet 2009 a coûté 270 000 € à la Métro et Johnny a loué le stade pour seulement 50 000 € et a empoché la recette des entrées (beaucoup plus d'un million d'euros). Le stade est loué à prix cassé au GF38.

Indemnités augmentées, délibérations diminuées !

Le premier acte de la majorité droite-gauche a été d'augmenter les indemnités des élus de 25%, ce qui a été du plus mauvais effet, mais peut être était-ce un signe que la majorité allait travailler fort les dossiers ? Le résultat est clairement non, une simple mesure le montre. Lors du mandat précédent, il y avait en moyenne 100 délibérations par conseil, dans ce nouveau mandat, c'est en moyenne 50 délibérations qui sont présentées au débat. En fait la main mise du petit clan qui dirige la mairie, organise la plupart des décisions en dehors du conseil municipal.

### Une majorité minoritaire

Rappel : en mars 2008, la majorité est élue avec seulement 48% des voix, c'est la première fois qu'un maire est élu avec moins de la majorité des suffrages exprimés et pourtant M. Destot avait raclé tous les fonds de tiroirs possibles :

- il avait démarché le Modem (qui comptait électoralement à Grenoble à l'époque) qui recyclait des élus de droite ;
- il avait siphonné la droite en faisant une large place à des amis du maire corrompu et de Nicolas Sarkozy ;
- il avait conservé les radicaux de gauche et le mouvement de Chevènement et le PC qui s'est interrogé, mais pas longtemps, sur l'alliance avec le Modem ;
- il avait aggloméré les restes de GO, ceux qui ont accepté de marcher dans cette large ouverture à droite en ayant abandonné tous leurs principes et exigences.

### Une majorité éclatée

L'éclatement de la majorité en 7 groupes politiques avec un équilibre droite gauche bien visible.

Trois se réclamant de la gauche : PC, GO, PS et assimilés (comprenant PS, PRG, MRC), trois de la droite : Grenoble démocrate, Démocrate de Grenoble, Modem et le groupe société civile mélangeant la droite et la gauche.

Mais l'opposition de droite ne fait pas mieux puisqu'elle s'est divisée en 3 groupes tous se réclamant de l'UMP et de Sarkozy !

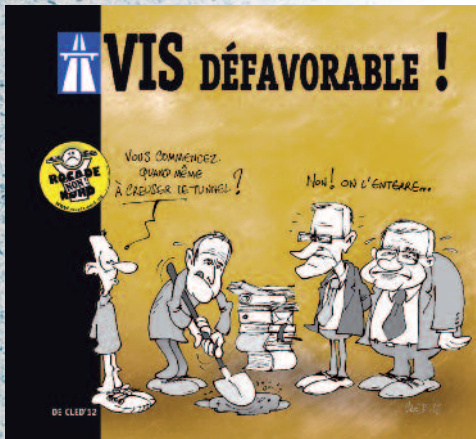
À côté de ces morcellements, l'opposition écologiste est un modèle d'unité.

Retrouvez ces actualités sur notre site  
[www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)

### Pour se détendre

Le dessinateur Cled'12 a édité une brochure suite à l'avis défavorable sur la rocade Nord. C'est un recueil de ses dessins faits depuis 3 ans critiquant avec humour ce projet d'un autre siècle. Pour 15 € vous aurez les dessins accompagnés d'extraits du rapport de la commission d'enquête.

74 pages • 14x15 cm • Noir - couverture couleur



À commander à l'ADES (12 rue Voltaire 38000 GRENOBLE ou [contact@ades-grenoble.org](mailto:contact@ades-grenoble.org)), pour un envoi postal rajouter 3 €. Chèques à l'ordre de ADES.

Face à un modèle de développement qui nous mène dans une impasse, une croissance molle ou une nouvelle récession avec dans les 2 cas une situation de l'emploi encore plus dégradée, la Région doit désormais s'engager résolument vers une « nouvelle économie », plus juste et plus efficace, par un plan volontaire de conversion des filières menacées tout en préservant les droits des salariés et en reprenant le contrôle sur nos vies. En effet, le prochain pic de production du pétrole va faire envoler son coût, ce qui

déstabilisera profondément notre économie basée sur un pétrole bon marché : un baril à 150 dollars (comme en 2008) coûterait environ 1 point de croissance. Or, il n'est pas impossible que le baril monte beaucoup plus haut, notamment vu la dégradation du taux de change euro-dollar ou la nécessité de renforcer les règles de sécurité ou de renoncer à certains forages en mer après la nouvelle catastrophe écologique déclenchée dans le Golfe du Mexique par la rapacité de BP...



...Il est donc urgent d'anticiper pour éviter que cette mutation profonde de l'économie se fasse sur le dos des salariés en raison de l'imprévoyance des dirigeants.

Compte tenu de la réforme des collectivités territoriales en cours et de la politique d'étranglement financier qui l'accompagne, ce virage s'effectue dans un contexte de restrictions budgétaires rendant plus nécessaire que jamais le choix d'interventions publiques efficaces et de ce fait orientées vers l'avenir.

C'est le seul choix rationnel et pertinent, les gisements d'emploi dans la nouvelle économie ayant été chiffrés à plus de 500 000 emplois d'ici 2020 (+ 164 000 emplois sur la seule Ile-de-France avec une baisse de 40% des GES d'ici 2020 et un baril à 120 € – étude CIRED-CNRS de janvier 2010).

Nous avons besoin d'une nouvelle alliance entre les salariés, les consommateurs et les entrepreneurs responsables (et il y en a de plus en plus) afin d'orienter les productions et leurs modes de fabrication vers des solutions écologiquement et socialement adaptées aux défis de l'heure et qui soient cohérentes avec les engagements internationaux de la France en termes de changement climatique :

- réorientons les aides publiques à la recherche vers l'écotoxicologie, la mesure et la prévention des risques pour l'Homme et la nature, pour développer très vite une industrie moins

dépendante du carbone, moins polluante, avec des produits à plus forte valeur ajoutée, à durée de vie plus longue, recyclables, dans le cadre d'une économie de la fonctionnalité, seul moyen de préserver des emplois industriels non délocalisables ;

- protégeons les salariés avec des *contrats de sécurité emploi formation* permettant d'assurer une continuité de revenus pendant les formations nécessaires à la transformation de l'économie ;
- appliquons l'éco et la socio-conditionnalité des aides publiques aux entreprises pour chasser les « chasseurs de primes » et veiller à une bonne utilisation de l'argent public ;
- développons l'E-activité (télétravail et administration, avec un réseau numérique à haut débit partout), les emplois dans l'artisanat, le commerce de proximité, les circuits courts, l'agriculture paysanne, l'économie sociale et solidaire porteuse d'un autre modèle économique et social.

Nos projets font l'objet d'un consensus de plus en plus large dans les milieux socio-économiques, conscients des risques pour l'emploi en cas de maintien du système actuel.

Mais, comme le démontre la parodie du dépeçage du Grenelle 2 par l'UMP, il faut une forte impulsion politique pour faire réellement vivre ces propositions en toute indépendance des lobbys productivistes. ■

La commission d'enquête a délivré en mars 2010 un avis défavorable sur l'utilité publique du projet de rocade du conseil général. Pendant quelques semaines, les partisans de la rocade ont été mis KO. Le président du conseil général a demandé à la Ville de Grenoble et à la Métro leur avis sur la suite des événements.

Après une courte période de flottement et un fort lobbying des pros-rocade, la Métro a voté un avis qui demande au CGI de reprendre des études pour une rocade Nord qui essaierait de gommer un certain nombre d'inconvénients du projet initial. La Ville de Grenoble a adopté un avis plus *soft* où le mot rocade n'apparaît plus, mais son ombre est toujours là. La Métro comme la ville de Grenoble sont d'accord pour co-piloter les

### Un débat cool...



études que doit mener le CGI et donc de les payer, contrairement aux engagements antérieurs de MM. Migaud et Destot.

Tout cela n'est pas sérieux et c'est une opération « attrape-nigaud » qui a déjà fonctionné vis-à-vis de la majorité UMP de la Tronche qui s'est tirée une balle dans le pied en votant la délibération de la Métro !

Le CGI a pris une délibération très courte qui décide de ne pas demander au préfet de prononcer l'utilité publique du projet, ce qui est une bonne décision et d'étudier les différentes solutions envisageables pour régler les problèmes de déplacements dans la région grenobloise.

Donc une solution rocade n'est toujours pas exclue et tout va être fait pour relancer sous une autre forme un projet de contournement routier qui n'aurait pas certains inconvénients du projet retoqué. Il faut être d'autant plus vigilant que le CGI fera les études en lien avec la Métro qui participera financièrement à ces études et qui est féroce favorable à une rocade.

L'enquête ménage, qui analyse dans le détail l'ensemble des déplacements dans la région urbaine, vient d'être refaite et les résultats devraient arriver fin 2010, ils permettront de faire le point sur les évolutions depuis 2002 sur les déplacements et voir si les tendances sont poursuivies ou si des évolutions non prévues se

« On ne passera pas en force ! »



sont fait jour. Ces résultats permettront de refonder les scénarios possibles sur des bases plus objectives.

### DES DÉPLACEMENTS AMÉLIORÉS SANS LA ROCADÉ, C'EST POSSIBLE ET C'EST LA SEULE SOLUTION TENABLE

Les enjeux sont maintenant connus de tous, le bouleversement climatique, la crise énergétique, les impacts sur la santé exigent que soient appliquées avec rigueur les lois imposant en priorité une diminution du trafic automobile grâce au développement des transports en commun et des modes doux des déplacements et luttant contre la périurbanisation.

Il faut donc inverser les méthodologies de travail. Jusqu'à présent les collectivités avaient défini des scénarios avec un certain nombre de solutions pour la voiture et les autres modes et simulaient ce qui allait se passer à l'avenir. Il faut au contraire maintenant faire des simulations dont la contrainte est la baisse obligatoire des trafics automobiles en nombre de déplacements et en distances et voir ce qu'il faut développer dans les alternatives pour y arriver, en jouant sur les différentes solutions (transports en commun, covoiturage, téléactivité, modes doux...) et sans rocade dont il a été démontré qu'elle ne peut pas diminuer le trafic automobile et qu'elle absorbe l'argent public nécessaire aux alternatives à la voiture. ■

...suite de la page 2 •

## POLITIQUE

Faut-il rappeler que le coût d'un repas pour un enfant est calculé au quotient familial et que le prix plancher est passé sous le mandat précédent de 1€ à 0,70€. Comment s'expliquerait le succès grandissant jusqu'à saturation des restaurants scolaires s'il existait des difficultés d'accessibilité ? Le vrai problème n'est donc pas celui de l'accessibilité, mais des conditions de cette accessibilité, la voilà l'urgence, la vraie. Elle consiste à poursuivre sinon intensifier le programme de réhabilitation et de construction (engagé sous le mandat précédent) des restaurants scolaires aujourd'hui saturés avec 6 500 convives et qui ne manqueraient pas de l'être plus fortement si la ville devait répondre

à la demande des plus de 11 300 enfants scolarisés. L'autre urgence qui va de pair avec la première, est la formation et la mise en place d'un vrai statut professionnel pour les personnels encadrants. Pour espérer obtenir un résultat probant il faut mener les deux de front.

Plutôt que de céder aux pressions culturelles, de fouler aux pieds le principe de laïcité, d'accroître les risques d'exclusion et de marquage communautaire, la majorité municipale gauche-droite serait bien inspirée d'utiliser les impôts du contribuable qu'elle a fait augmenter de 9% pour s'attaquer aux vrais problèmes dans l'intérêt des jeunes Grenoblois. ■

### SOMMAIRE

#### ÉCONOMIE

Pour autre politique économique. . . . . p.1

#### POLITIQUE

La cuisine de la majorité

« gauche-droite » . . . . . p.2

#### DÉPLACEMENTS

Attention, la rocade Nord

n'est pas morte ! . . . . . p.4

#### BRÈVES

ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble  
Tél.-répondeur : 04 76 03 24 28  
Courriel : [contact@ades-grenoble.org](mailto:contact@ades-grenoble.org)  
site web : [www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)

*Le Rouge & le Vert*  
Journal trimestriel de l'Association  
démocratie écologie solidarité  
DIRECTEUR DE PUBLICATION :  
Vincent Comparat  
CPPAP : 1013 G 83774  
ISSN : 0760-480  
IMPRESSION : Les Écureuils, Gières  
MAQUETTE - ILLUSTRATIONS : Cled'12

VOUS AIMEZ CE JOURNAL ? JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

- Abonnement annuel de base : 16 €  
- Abonnement de soutien : 23 € et plus

J'adhère à l'ADES (abonnement *Le Rouge & le Vert* 10 € compris)  
- 16 € (chômeurs, étudiants)  
- ..... € (0,3% du revenu annuel brut)  
- Adhésion sans abonnement (diminuer le tarif de 10 €)

Une partie de l'adhésion est déductible des impôts. Chèque à l'ordre de l'ADES

GRUPE DES ÉLUS  
ÉCOLOGIE ET  
SOLIDARITÉ  
À LA MAIRIE

04 76 76 38 75

[www.grenoble-ecologie-solidarite.fr](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)

Conformément à la loi  
« Informatique et liberté »,  
vous disposez d'un droit  
d'accès et de rectification  
aux informations  
vous concernant.